



L'université de Paris 3 échappe à la fusion : une victoire pour les personnels et étudiant.e.s

dimanche 24 septembre 2017, par [matthias](#)



L'université de Paris3 échappe à la fusion : une victoire pour les personnels et étudiant.e.s

La communauté universitaire s'était massivement opposée à ce projet de fusion dès le départ. La mobilisation n'a jamais cessé. Une première victoire a maintenant été remportée. Les personnels de Paris 3 n'auront pas à subir la souffrance au travail liée à la fusion, ils n'auront pas à re-postuler sur leurs postes ou à défendre les périmètres de formation ou de recherche.

Le processus, en dehors de tout processus démocratique

Depuis plusieurs années, la course à l'échalote IDEX menée par la direction de P3 a conduit la communauté universitaire dans une série d'impasses : PRES puis COMUE puis université unifiée et fusionnée avec P3/P5/P7/P13 puis sans P13. Et, nouveau rebondissement en cette rentrée ! La fusion P3/P5/P7, c'est **TERMINÉ** ! Nous ne pouvons que nous réjouir de ce dernier rebondissement.

Il vient d'être annoncé que la gouvernance resserrée de la COMUE USPC a décidé, seule, sans consulter le CA de la COMUE, ni le CA des différents partenaires, de changer le projet lancé à l'été 2016. Le nouveau projet est un établissement à statut dérogatoire comprenant Paris 5 / 7, Sciences po et IFGIP, dérogation encouragée par le gouvernement. L'objectif de ce nouveau projet serait d'obtenir l'IDEX. Les conditions d'obtention de ce statut auraient été précitées et élargies au début de l'été par l'Etat : il faudrait maintenant aller encore plus loin et plus vite vers une université à plusieurs sites, avec sélectivité, avec droits d'inscription variables jet en hausse, bien sûr. Paris 3 et Paris 13 se retrouvent hors du projet.

Conséquences à Paris 3

La direction et sa politique menées ces dernières années sont complètement dévastées. Les personnels et étudiant.e.s ont fait les frais de ces impasses successives durant des années. Ces derniers

mais, des collègues ont travaillé au projet de fusion plusieurs jours par semaine au lieu d'assurer la bonne gestion de l'université. La désorganisation de l'université a été ressentie par tout le monde, elle s'est accompagnée de souffrances multiples et d'une détérioration du service public.

Les moyens et services de l'université doivent être mis au service de nos missions de service public. Le reste est une perte de temps qui coûte cher, affaiblit l'université et la désorganise.

Et maintenant ?

LA CGT FERC Sup de Paris 3 demande que soit enfin organisée une série réflexive, collective, ouverte, qui la parole de toutes et tous soit respectée et entendue.

Mais ne nous laissons pas. Nous vivons un nouveau soubresaut de la restructuration de l'ESR, toujours en marche. Emmanuel Macron ne remet pas la loi Fioraso en cause et compte accélérer le processus en cours. Le grand établissement qu'on nous annonce entre P5/P7/Science Po /IFGIP ne va pas dans le sens du progrès. La sélectivité généralisée est programmée avec une attaque en règle contre les personnels et les principes fondamentaux de l'université française.

N'oublions pas que la mobilisation est porteuse. La lutte continue partout pour nos droits et pour un service public national d'enseignement supérieur et de recherche démocratique et émancipateur.

La communauté universitaire s'était massivement opposée à ce projet de fusion dès le départ. La mobilisation n'a jamais cessé. Une première victoire a maintenant été remportée. Les personnels de Paris 3 n'auront pas à subir la souffrance au travail liée à la fusion, ils n'auront pas à re-postuler sur leurs postes ou à défendre les périmètres de formation ou de recherche.

Le processus, en dehors de tout processus démocratique

Depuis plusieurs années, la course à l'échalote IDEX menée par la direction de P3 a conduit la communauté universitaire dans une série d'impasses : PRES puis COMUE puis université unifiée et fusionnée avec P3/P5/P7/P13 puis sans P13. Et, nouveau rebondissement en cette rentrée ! La fusion P3/P5/P7, c'est **TERMINÉ** ! Nous ne pouvons que nous réjouir de ce dernier rebondissement.

Il vient d'être annoncé que la gouvernance resserrée de la COMUE USPC a décidé, seule, sans consulter le CA de la COMUE, ni le CA des différents partenaires, de changer le projet lancée à l'été 2016. Le

nouveau projet est un établissement à statut dérogatoire comprenant Paris 5 / 7, Sciences po et l'IPGP, dérogation encouragée par le gouvernement. L'objectif de ce nouveau projet serait d'obtenir l'IDEX. Les conditions d'obtention de ce graal auraient été précisées et élargies au début de l'été par l'Etat : il faudrait maintenant aller encore plus loin et plus vite vers une université à plusieurs vitesses, avec sélection, avec droits d'inscriptions variables (et en hausse, bien sûr). Paris 3 et Paris 13 se retrouvent hors du projet.

Conséquences à Paris 3

La direction et sa politique menées ces dernières années sont complètement désavouées. Les personnels et étudiant.e.s ont fait les frais de ces impasses successives durant des années. Ces derniers mois, des collègues ont travaillé au projet de fusion plusieurs jours par semaine au lieu d'assurer la bonne gestion de l'université. La désorganisation de l'université a été ressentie par tout le monde, elle s'est accompagnée de souffrances multiples et d'une détérioration du service public.

Les moyens et services de l'université doivent être mis au service de nos missions de service public. Le reste est une perte de temps qui coûte cher, affaiblit l'université et la désorganise.

Et maintenant ?

LA CGT FERC Sup de Paris 3 demande que soit enfin organisée une vraie réflexion, collective, ouverte, que la parole de toutes et tous soit respectée et entendue.

Mais ne nous leurrions pas. Nous vivons un nouveau soubresaut de la restructuration de l'ESR, toujours en marche. Emmanuel Macron ne remet pas la loi Fioraso en cause et compte accélérer le processus en cours. Le grand établissement qu'on nous annonce entre P5/P7/Science Po /IPGP ne va pas dans le sens du progrès. La sélection généralisée est programmée avec une attaque en règle contre les personnels et les principes fondamentaux de l'université française.

N'oublions pas que la mobilisation est porteuse. La lutte continue partout pour nos droits et pour un service public national d'enseignement supérieur et de recherche démocratique et émancipateur.